



Ollainville

**DELIBERATION  
N° CM 38/011/2025**

**DÉLIBÉRATION  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**- Séance du 28 janvier 2025 -**

Nombre de Conseillers  
Municipaux en exercice :  
**27**

Présents et représentés :  
**26**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-huit janvier, à vingt heures trente minutes, les membres du Conseil Municipal légalement convoqués le 22 janvier 2025, se sont réunis en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire, à la Mairie, salle du Conseil.

**PRÉSENTS :** M. Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire,  
M. Olivier MALECAMP, Mme Muriel CHEVRON, M. Régis CARPENTIER, Mme Marie-Hélène CHAPDELAINÉ, M. Nicolas FOUQUE, M. Thierry FAVOCCIA, Mme Marie-Christine HARISLUR, Adjoint au Maire,  
M. Pierre PAREUX, Mme France NOIROT, Mme Isabelle BOTIN, Mme Marie-France DELANZY, M. Didier BONNIER, M. Patrick BONNEMYE, M. Michel BURILLO, M. Thierry DELCUPE, Mme Sophie Anne PÉAN, Mme Christine ROUSSET, Mme Véronique MAFFÉO, M. Nicolas PIOT, M. Ludovic GOURDY, M. Philippe CHERY, M. Julien BOUILLON, M. Philippe JOLY, M. Laurent MEUNIER, Conseillers Municipaux.

**ABSENTS EXCUSÉS :** Mme Adeline CLOGENSON, Mme Sylvie MARCHAND qui donne procuration à M. Laurent MEUNIER

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** M. Michel BURILLO

• **RIFSEEP – Délibération modificative : ajout et suppression de cadres d'emplois**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-7 à L.2121-34 relatifs au fonctionnement du Conseil Municipal et l'article L.2122-21 relatif aux attributions du Maire exercées au nom de la commune,

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 88,

**Vu** le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

**Vu** le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la délibération n° CM 30/010/2018 du 23 janvier 2018 relative à la mise en place du RIFSEEP,

Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime Indemnitare des agents de la fonction publique territoriale,

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique territoriale,

Vu les différents arrêtés fixant les plafonds du RIFSEEP applicables aux corps d'emplois de référence à l'État pris en application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu la délibération n° CM 10/071/2021 modifiant les précédentes délibérations relatives à la mise en place du RIFSEEP,

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 28/01/2025,

**Considérant** qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les conditions d'attribution des indemnités,

**Considérant** la création de deux cadres d'emplois et la suppression de deux cadres d'emplois au tableau des emplois de la collectivité,

Entendu l'exposé de Monsieur Régis CARPENTIER, Adjoint au Maire,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ**

- **Modifie** la mise en place du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) constitué des deux parts, à compter du 1<sup>er</sup> février 2025, comme suit :

**Article 1 – Bénéficiaires**

Ajout du cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique ; Suppression du cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives, suite à la mise à jour du tableau des emplois de la collectivité.

**Article 2 - Parts et plafonds (cf. annexe 1)**

Le régime indemnitaire est composé de deux parts : une part fixe (IFSE), liée notamment aux fonctions et une part variable (CIA) liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Le plafond de la part fixe et le plafond de la part variable sont déterminés selon le groupe de fonctions défini conformément aux dispositions de l'article 4 de la délibération CM 03/080/2020. La somme des deux parts ne peut dépasser le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat.

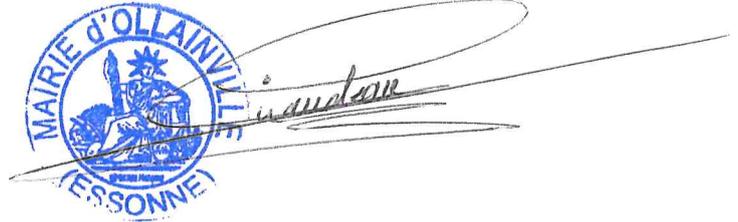
Les plafonds applicables à chacune de ces parts et la classification des groupes de fonctions et des emplois sont définis en annexe de la présente délibération.

**Article 3 :**

Toutes les autres dispositions du RIFSEEP adoptées précédemment, restent inchangées.

*Le 28 janvier 2025*

*Jean-Michel GIRAUDEAU, Maire*



The image shows a blue circular official stamp of the 'MAIRIE D'OLLAINVILLE' in 'ESSONNE'. The stamp features a central emblem with a figure holding a staff and a bundle. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Jean-Michel Giraudau'.